



ifen

La Lettre de l'

OPRESE

LETTRE DE L'OBSERVATOIRE DES PRATIQUES ET DES REPRÉSENTATIONS SOCIALES DE L'ENVIRONNEMENT

Numéro 4 – avril 2003

La Lettre de l'Oprese – Ifen / Oprese – 61, bd Alexandre Martin – 45058 Orléans cedex 1

Rédaction : Alexis Roy – Abonnement par mél (oprese@ifen.fr)

L'OPRESE est un observatoire animé par l'Ifen auquel participent plusieurs institutions engagées dans la recherche et les études sur la sensibilité environnementale de la société (Ministère chargé de l'Environnement, Cnrs, Inra, Ademe, Credoc, Cesem Opinion, Agoramétrie, EDF-Grets, Irsn,...). L'OPRESE a pour mission d'élaborer des outils de connaissance et de suivi des opinions et des pratiques, de réaliser des enquêtes et des études, d'en publier les résultats, ainsi que d'organiser des séminaires sur les thèmes touchant aux dimensions sociales de l'environnement.

Actualité

L'effet des modes de vie sur l'environnement

Les pratiques quotidiennes sont de plus en plus désignées comme étant à l'origine de la dégradation de l'environnement. A cet égard, la notion de consommation durable connaît un succès croissant pour promouvoir des modes de vie qui soient moins utilisateurs de ressources naturelles, d'espace et moins polluants. Ainsi, la revue *Nature* a récemment publié les résultats d'une étude qui met clairement en évidence les conséquences néfastes sur l'environnement de l'évolution du nombre et de la structure des ménages.

Nous savions déjà que l'augmentation de la population mondiale entraîne une augmentation de l'utilisation des ressources naturelles. A cela, l'étude de Liu *et al.*,¹ constate un autre phénomène : le nombre de ménages augmente plus vite que la population. Cette tendance est principalement liée à la diminution du nombre d'individu composant les ménages. Ainsi, à l'augmentation des pressions sur l'environnement (consommation d'eau, d'énergie et de matières premières, pollution de l'air, de l'eau et des sols, rejets de CO₂,...) due à la croissance de la population, s'ajoutent les effets environnementaux liés à la multiplication du nombre des ménages. Or, le nombre et la taille des ménages semblent avoir davantage d'impact sur l'environnement que la seule augmentation de la population. Ainsi, un ménage de deux personnes vivant en 1993-94 aux Etats-Unis utilise 17% moins d'énergie par personne qu'un ménage composé d'une seule personne. De même, entre 1970 et 1990, la consommation d'énergie dans les pays développés a augmenté de 2,1% par année. La croissance démographique, nous dit Keilman², expliquerait seulement 0,5% de cette hausse, alors

que celle du nombre de ménages y contribuerait à hauteur de 1,6%. Les effets négatifs sur l'environnement liés à l'augmentation des ménages de petite taille ont ainsi pour origine deux phénomènes : d'une part, l'augmentation du nombre de ménages signifie une utilisation plus importante d'énergie, de matières premières, etc. et, d'autre part, les petits ménages ont une efficacité énergétique plus faible.

La dynamique des ménages et ses effets sur l'environnement mis en évidence par ces études est liée, en partie, à un autre processus : l'étalement urbain par le développement de l'habitat individuel³. Or, comme le relève une récente étude de l'Ifen, la péri-urbanisation entraîne une plus grande dépendance vis-à-vis de l'automobile, ce qui entraîne une augmentation significative des émissions de CO₂⁴.

Ces analyses soulignent ainsi la complexité et l'imbrication des diverses dimensions (comportements, consommation, habitat, démographie,...) de nos modes de vie qui sont à prendre en compte dans la compréhension de ces effets sur l'environnement. Ce questionnement est essentiel à l'heure où le renforcement de l'hypothèse du changement climatique appelle une modification de nos comportements quotidiens afin de rendre viable une société à faibles émissions de gaz à effet de serre. Sans tomber dans une analyse trop restrictive de ces interactions qui déboucherait sur le classique constat de l'inertie des habitudes et des comportements individuels « irrationnels », les sciences humaines et sociales doivent permettre de mieux comprendre comment sont organisées ces pratiques et à quels enjeux sociaux et contenus symboliques elles renvoient. A l'inverse, il faut également prendre ses distances avec l'idée que les pratiques seraient uniquement déterminées par des choix individuels rationnels,

modifiables à l'aide d'incitations financières et grâce à une information objective. A cet égard, les contradictions qui se nouent autour de notre dépendance vis-à-vis de la voiture sont à elles seules un vaste chantier d'investigation. Si la voiture est en effet de plus en plus une source de nuisances (pollution de l'air, bruit, insécurité, congestion), jamais elle n'a occupé une place aussi centrale dans notre vie quotidienne. Il faut ainsi privilégier une perspective permettant de mieux comprendre comment ces pratiques socialement construites sont également insérées dans un tissu dense de contraintes matérielles (temps, travail, prix, logement, etc.) qui limite le champ des possibles.

¹ Liu J., Daily G.-C., Ehrlich P.-R et Luck G.-W., "Effects of household dynamics on resource consumption and biodiversity", *Nature*, vol. 421, 30 janvier 2003, 530-533.

² Keilman N., "The threat of small households", *Nature*, vol. 421, 30 janvier 2003, 489-490.

³ Jacquot A., "De plus en plus de maisons individuelles", *INSEE Première*, n° 885, février 2003.

⁴ Trocherie F., "Ville et agriculture : dialogue ou monologue ?", IFEN, *Les données de l'environnement*, n° 81, mars 2003.

Livres, Articles, Thèses, Rapports...

Kilbourne W.-E., Beckmann., Lewis A., Van Dam Y. (2001), "A multinational examination of the role of the dominant social paradigm in environmental attitudes of university students", *Environment and Behavior*, vol. 33, n° 2, 209-228.

Cette étude analyse les différences d'attitudes en matière d'environnement à partir d'une enquête menée auprès d'étudiants du Royaume-Uni, du Danemark et des Etats-Unis. Les résultats montrent ainsi comment les opinions sur l'environnement s'inscrivent dans des schémas de représentation plus globaux sur la technique, la politique et l'économie. Ces trois éléments constitue ainsi les piliers de ce que nomment les auteurs le *paradigme social dominant* par rapport auquel s'organisent les attitudes concernant l'environnement.

Bréchon P. (2002), "Les grandes enquêtes internationales (Eurobaromètres, Valeurs, ISSP) : apports et limites", *L'Année sociologique*, vol. 52, n° 1, 105-130.

Après avoir présenté les trois traditions d'enquêtes sociologiques internationales (Eurobaromètres, Valeurs, ISSP), cet article explicite leurs points

communs (réplication des questions au fil du temps, indicateurs transnationaux,...) et leurs différences. L'article souligne que ces enquêtes ont permis de faire des comparaisons de qualité entre les pays sur des aspects divers. Elles mettent ainsi bien en évidence la prégnance des différences culturelles entre pays que la mondialisation ne réduit pas facilement.

Miller C.-A., Edwards P.-N. (Ed.) (2001), *Changing the atmosphere. Expert knowledge and environmental governance*, Cambridge, The MIT Press, 385 p.

Cet ouvrage collectif aborde la question du changement climatique à travers les rapports entre les connaissances produites par les sciences et techniques et la gouvernance d'un problème aux dimensions multiples. Partant de perspectives sociologiques, historiques et philosophiques, l'ouvrage propose des analyses sur le rôle des experts dans la construction des connaissances scientifiques sur un sujet controversé et porteurs de nombreuses incertitudes, la place et le rôle des experts dans les institutions et les négociations internationales, etc.

A signaler

➔ **Eurobaromètre 58.0, *Les Attitudes des Européens à l'égard de l'environnement* décembre 2002.**

http://europa.eu.int/comm/public_opinion/

➔ **Eurobaromètre 58.0, *Europeans and Biotechnology in 2002*, mars 2003.**

http://europa.eu.int/comm/public_opinion/

➔ **Baromètre 2002 de l'IRSN, *Perception des risques et de la sécurité*.** <http://www.irsn.org>

➔ Le Comité de recherche « Sociologie de l'environnement et développement durable » de l'AISLF se réunira du 17 au 23 mai 2003 à l'occasion du congrès de l'Acfas à Rimouski (Québec/Canada). Trois thèmes sont retenus pour ces journées : 1. L'environnement comme objet sociologique ; 2. Environnement, savoirs et décisions ; 3. L'environnement : motivations individuelles et collectives. <http://www.acfas.ca/>

Quelques chiffres

Quoi de nouveau sur le front des OGM ?

Evolutions des opinions favorables aux applications des biotechnologies 1996-2002

	Tests génétiques			Plantes génétiquement modifiées			Aliments génétiquement modifiés		
	1996	1999	2002	1996	1999	2002	1996	1999	2002
Belgique	95	90	92	89	74	80	72	47	56
Danemark	91	91	93	68	58	73	43	35	45
Allemagne	87	90	85	73	69	67	56	49	48
Grèce	97	91	92	77	45	54	49	19	24
Espagne	96	94	94	86	87	91	80	70	74
France	96	94	92	79	54	55	54	35	30
Irlande	96	94	94	84	67	77	73	56	70
Italie	97	95	95	86	78	68	61	49	40
Luxembourg	91	85	91	70	42	54	56	30	35
Pays-Bas	93	96	96	87	82	85	78	75	65
Autriche	74	78	78	39	41	57	31	30	47
Portugal	97	96	93	90	81	84	72	55	68
Finlande	95	91	94	88	81	84	77	69	70
Suède	92	92	93	73	61	73	42	41	58
Royaume-Uni	97	96	95	85	63	75	67	47	63

Source : Eurobaromètre 58.0, *Europeans and Biotechnology in 2002*, mars 2003
 Disponible sur http://europa.eu.int/comm/public_opinion/

Si depuis 1999, on constate un léger revirement des opinions en faveur des organismes génétiquement modifiés en Europe, les Français demeurent avec les Allemands, les Grecs, les Luxembourgeois ou les Italiens encore très peu favorables à l'utilisation des OGM dans l'alimentation.
